REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DU LOIRET

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 23 Novembre 1958

1ère Circonscription Orléans-Est

Électrices, Électeurs,

Je me présente à vous, nouveau dans la compétition législative, candidat d'un parti qui, écarté du pouvoir depuis plus de dix ans, ne porte aucune responsabilité dans la politique de faillite qui a été menée.

Fils de métayer, j'ai connu dès douze ans le travail difficile des petits paysans.

Actuellement agent des P.T.T. d'une catégorie moyenne, je connais et partage la dure existence des gens de condition moyenne.

Au Conseil Municipal d'Orléans, je me suis efforcé de combattre avec des arguments que je crois valables, la politique d'une majorité qui, unie des socialistes à DUVILLARD, s'emploie à faire payer les petits contribuables pour mieux épargner les gros, et qui a scellé son entente sur le dos des principes laïques et républicains.

Voici mon point de vue sur les problèmes essentiels et les remèdes que je propose avec mon Parti :

La guerre d'Algérie, d'une part, la menace de crise d'autre part, dominent la situation politique présente en France.

En ce qui concerne la guerre d'Algérie, il y a quatre ans que nous vivons de « derniers quarts d'heure » et que les responsables de la politique française — MOLLET, LACOSTE, GAILLARD, BIDAULT, PINAY, SOUSTELLE — s'emploient à écarter une véritable négociation politique en misant sur un succès de nos armes.

Or, l'appel à la reddition n'a jamais abouti qu'à un échec et à l'aggravation de la guerre, qui ne résout rien.

On ne s'en sortira que dans le sens que le Parti Communiste n'a jamais cessé de proposer : en substituant une franche négociation à la politique de force.

Des ultras voudront vous faire croire que c'est là, de la part des Communistes, une position d'abandon, antinationale.

Faut-il rappeler que les Communistes ont été parmi les patriotes les plus conscients et les plus courageux dans les périodes difficiles qu'a connu notre pays, notamment pendant l'occupation.

Dans ce domaine comme dans d'autres, les Communistes n'ont pas de leçons de patriotisme à recevoir.

Je dis, avec mon Parti, que l'intérêt de la France, dans cette affaire d'Algérie, ce n'est pas de poursuivre une guerre sanglante, pour tout rompre, pour tout perdre, y compris les traditions généreuses et pacifistes de son peuple.

L'intérêt de la France, c'est d'établir avec l'Algérie combattante des rapports nouveaux, dans l'esprit de notre temps, c'est-à-dire fondés sur l'égalité des droits et des avantages mutuels, de conclure par la négociation des rapports fructueux et d'établir des liens d'autant plus solides demain qu'ils auront été aujourd'hui librement consentis.

Tel est notre point de vue.

D'un autre côté, les deux mille millions qui sont jetés chaque jour dans le gouffre de cette guerre, et que nous payons, à nous tous, en impôts, affaiblissent le pouvoir d'achat des masses laborieuses qui doivent dès lors limiter leur consommation. D'où la crise de sous-consommation qui commence déjà à frapper, par le chômage partiel et les réductions d'horaires, les industries de l'habillement, des appareils électro-ménagers, des cycles, etc...

Sans doute, ce début de crise nous vient-il des Etats-Unis, et les crises ne disparaissent qu'avec la socialisation des moyens de production, l'instauration d'une économie socialiste, mais il est accentué par l'hémorragie qu'occasionne, dans chaque porte-monnaie, la guerre d'Algérie.

Aux travailleurs, aux femmes en particulier, les premières touchées, qui se demandent quels remèdes apporter à cette situation et à ses développements probables, je réponds que si la véritable solution réside dans l'instauration du socialisme, il faut obtenir dans l'immédiat :

— Le retour aux 40 heures sans diminution de salaires.

— La création immédiate d'une assurance-chômage gérée par la Sécurité Sociale et alimentée exclusivement par des cotisations patronales, comme en matière d'Allocations familiales ou d'accidents du travail.

Voilà mon point de vue sur deux des problèmes essentiels du moment et les remèdes qu'en tant que Communiste, je propose.

Il est encore quelques points sur lesquels je vous demande de réfléchir.

D'autres candidats sollicitent vos suffrages : il se réclament de Guy MOLLET, PINAY, GAILLARD, BIDAULT, PFLIMLIN, SOUSTELLE, etc..., qui se sont toujours entendus entre eux, et s'entendent encore aujourd'hui comme larrons en foire.

Quelles garanties peuvent-ils vous donner qu'ils feront demain autre chose que ce qu'eux et leurs amis ont fait à la direction du pays depuis plus de dix ans ? Aucune !

Ce sont là les hommes du passé, les responsables et les soutiens d'une politique dont vous ne voulez plus.

Rappelez-vous, par ailleurs, que c'est le Front Populaire, fort de l'appui des Communistes, qui apporta les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives, l'Office du Blé, etc...

Que c'est la Libération, avec les Communistes au gouvernement, qui apporta l'extension du régime de la Sécurité Sociale, les Comités d'entreprise, le statut des fonctionnaires, la retraite des vieux, le statut du fermage et du métayage, etc...

Ni en 36, ni en 45, les Communistes ne dirigeaient le gouvernement.

Mais, à aucun moment depuis trente ans, aucune réforme sociale, aucun progrès ne s'est effectué en France sans l'appui des Communistes, soit dans la majorité, soit dans le gouvernement.

Pour pousser le pays en avant, il n'est pas nécessaire que les Communistes disposent de la majorité absolue. Mais pour tirer le pays en arrière, dans l'ornière (et les dix dernières années le prouvent amplement), il est indispensable qu'ils soient évincés.

Est-ce votre intérêt que ça marche à reculons ? Non !

Même si, du fait de ce scrutin, le Groupe Communiste était réduit, il doit tenir son autorité de millions de voix de Français et de Françaises attachés au progrès social et à la paix.

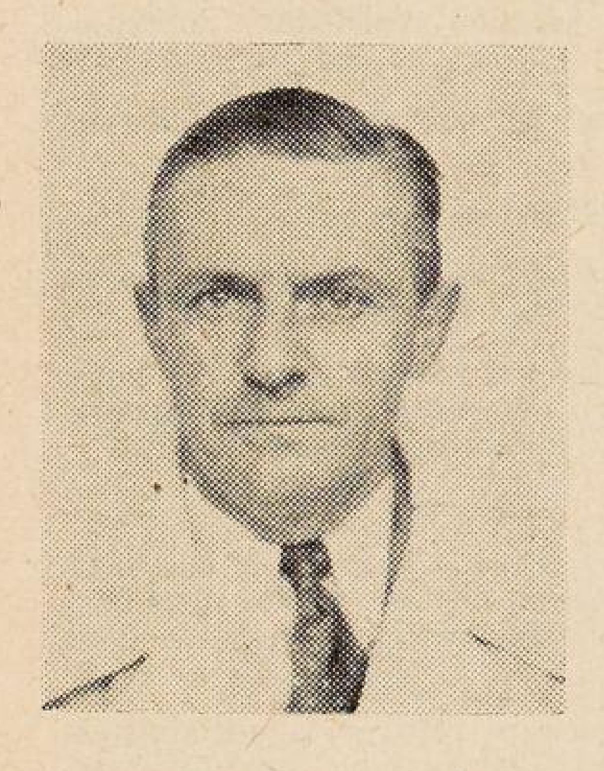
Aux dernières Législatives de 56, dans les limites de cette circonscription, les suffrages républicains recueillis par le candidat communiste arrivaient, et de loin, en tête.

C'est dire que pour toutes celles et pour tous ceux qui tiennent à une représentation de gauche, voter utile, c'est voter dès le premier tour pour le candidat de gauche le mieux placé.

Il se trouve que je suis celui-là.

Au delà de mon nom, auquel je vous demande d'apporter le 23 novembre un suffrage massif, vous aurez voté pour une solution pacifique au problème algérien, pour le progrès social, POUR QUE ÇA CHANGE :

Non à reculons, mais en avant !



Jean CAPDEVILLE

Conducteur de chantier des P.T.T. — 48 ans
Conseiller Municipal d'Orléans
CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

REMPLAÇANTE EVENTUELLE :

Renée DELATTRE

Ouvrière de l'Habillement
Ancienne F.T.P.
Conseillère Municipale d'Orléans

VU LE CANDIDAT.

S.P.E.C. Châteauroux.